



Yemaya

BULLETIN DE L'ICSF SUR LES QUESTIONS DE GENRE DANS LA PÊCHE

Editorial

En bien des régions du monde, les communautés de pêcheurs sont héritières d'une longue tradition. Au fil des générations, elles ont élaboré des systèmes de gouvernance interne, diverses façons de réglementer l'exploitation de la ressource. Dans ces groupes humains, la pêche est souvent plus qu'un simple moyen d'existence : c'est aussi une culture, une identité, un mode de vie.

À travers le monde, étant donné la pression qui s'exerce sur les ressources halieutiques, on prend conscience de la nécessité de mieux gérer ce capital et l'habitat naturel du poisson, de préserver les identités sociales, les traditions culturelles, les valeurs communautaires. Pour qu'un système de gestion réussisse, il doit se fonder (cela devient évident) sur les structures sociales en place, tenir compte des particularités socio-économiques, culturelles et écologiques locales. À cet égard, on souligne l'intérêt particulier des systèmes de gestion communautaire, qui reposent donc sur des mécanismes de gouvernance interne et d'autorégulation fonctionnant au sein même des communautés. Les processus décisionnels communautaires apparaissent généralement comme relativement démocratiques et consensuels.

C'est peut-être vrai, mais il est également vrai que les « décisions consensuelles » se prennent souvent sans la participation des femmes. On invoque, pour justifier cette omission, le respect « de la tradition et de la culture ». Les normes culturelles ayant cours dans la société, notamment au sein des communautés de pêcheurs, imposent habituellement que ce soit les hommes qui prennent la plupart des décisions pour la famille et pour la communauté, même lorsque ces décisions ont des répercussions évidentes sur les femmes. Mais alors, est-il normal que des normes culturelles soient plus fortes que les critères de justice et d'équité ?

Il importe aussi de jeter un regard critique sur la division sexuelle du travail, telle qu'elle fonctionne actuellement et qu'on justifie encore au nom de la tradition et de la culture. Les femmes accomplissent des tâches très diverses : elles font la cuisine, elles veillent sur la santé physique et la vie affective des membres de la famille, elles s'occupent du poisson après sa capture, elles préparent des rituels, des cérémonies, des fêtes, elles participent à des événements communautaires (naissances, mariages, funérailles...), elles aident des gens dans des moments critiques. Toutes ces occupations sont précieuses pour la survie et la reproduction de la famille et de la communauté. Mais, comme elles ont lieu dans le domaine « privé », elles ne sont guère appréciées à leur juste valeur, ne reçoivent ni reconnaissance officielle ni soutien qui vaille.

Pourquoi considérer ces occupations, si essentielles et pourtant si mésestimées, comme du « boulot de femmes » ? Ne faudrait-il pas repenser la nature des normes culturelles qui imposent cette division sexuelle du travail ? Ne faudrait-il pas remettre en question cette séparation artificielle entre domaine privé et domaine public ? Il est certes justifié de mettre en valeur la tradition et la culture et de bâtir là-dessus, à condition que cela se fasse dans le respect des droits humains des femmes.

Une analyse du vécu des femmes, des tâches essentielles qu'elles accomplissent au service de la vie dans la famille, au marché, au sein de la communauté en général, fait cependant ressortir que la culture et les traditions ne sont pas nécessairement figées dans des relations statiques et immuables. Au contraire, dans des contextes nombreux et fort différents, des femmes ont voulu remettre en cause des idées bien établies concernant le travail des femmes, leurs rôles et la façon dont ces fonctions sont considérées au sein de leurs communautés. Dans certains cas, le travail des femmes a évolué sous l'effet de forces contradictoires (la mondialisation, par exemple) qui tout à la fois présentaient divers avantages pour les femmes et constituaient un facteur de déstabilisation pour les relations sociales, les équilibres écologiques dans leurs communautés (voir p. 2). Dans d'autres cas, en matière de relation hommes-femmes (problématique de genre), les choses ont commencé à évoluer grâce au combat persévérant de femmes déterminées à se faire une place dans des domaines traditionnellement tenus par les hommes.

Dans des milieux culturels et des contextes extrêmement dissemblables, des femmes sont en train de redéfinir certaines notions relatives aux droits humains, de remettre en question divers critères qui servaient à fixer la moralité. Elles affirment qu'il est indispensable de suivre une démarche plus ouverte, plus constructive afin de trouver un nouvel équilibre entre des droits concurrents et contestés, et d'opter pour une conception élargie de ce que l'on entend par faire partie d'une communauté économique, sociale et écologique. ■



Inde	2
Quoi de neuf sur le web ?	3
Équateur	4
Dates	5
Atelier de Bruxelles	6
Réflexions	7
Profil	8
Indonésie	10
Q & R	11
Mama Yemaya	11
Yemaya recommande	12